

## ALLEMAGNE

La croissance économique devrait s'affermir, portée par la demande tant intérieure qu'extérieure. La robustesse du marché du travail, conjuguée à la faiblesse des taux d'intérêt et des cours du pétrole, soutiendra les dépenses des ménages, tandis que la reprise dans la zone euro et la dépréciation de la monnaie européenne stimuleront les exportations. L'investissement des entreprises devrait se redresser à mesure que l'utilisation des capacités va augmenter. Le taux de chômage, déjà bas, va poursuivre son repli, alors que la hausse des prix à la consommation devrait s'accélérer en 2016. L'excédent de la balance courante devrait rester important.

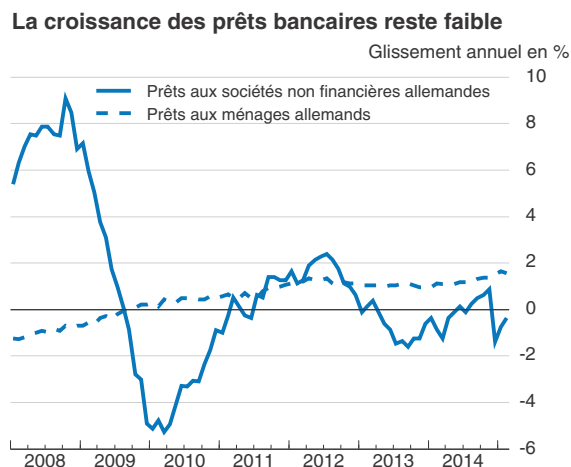
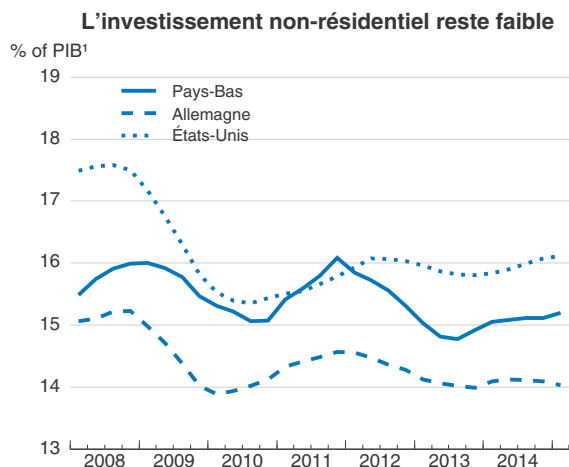
Dans un avenir proche, l'excédent budgétaire structurel pourrait être réduit pour permettre une hausse des dépenses publiques propices à la croissance à long terme, en particulier pour améliorer les services de garde d'enfants et développer le soutien aux jeunes issus de milieux socio-économiques modestes dans le système scolaire. Des mesures visant à réduire l'imposition élevée du second apporteur de revenu permettraient de lever un obstacle au travail des femmes désireuses de travailler à temps plein et aideraient ainsi à compenser l'incidence négative du vieillissement démographique sur les perspectives de croissance à moyen et long terme.

Si l'investissement résidentiel a connu une solide expansion depuis le début de la crise financière mondiale, l'investissement fixe non résidentiel et les dépenses en capital intellectuel sont restés en demi-teinte, malgré des conditions de financement exceptionnellement favorables. Des réformes structurelles visant à renforcer la concurrence dans les secteurs des services permettraient de stimuler le potentiel de croissance et d'investissement. Dans le secteur des administrations publiques, l'investissement est resté en deçà des amortissements ces dix dernières années. L'investissement dans les infrastructures de transport doit être intensifié.

### La demande des ménages a permis d'alimenter la croissance économique

La production industrielle a été faible au premier trimestre, freinée par une demande morose chez les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne, notamment dans la

#### Allemagne



1. Moyenne mobile sur quatre trimestres. Basé sur les séries en prix courants.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; et Bundesbank allemande.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933225932>

Allemagne : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation


	2012	2013	2014	2015	2016
Emploi	1.0	0.9	0.9	0.9	0.7
Taux de chômage <sup>1</sup>	5.4	5.2	5.0	4.7	4.5
Rémunération par salarié <sup>2</sup>	2.5	1.9	2.5	3.2	3.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.2	2.6	2.1	2.4	1.4
Revenu disponible des ménages	2.0	1.8	2.4	2.7	3.1
Déflateur du PIB	1.5	2.1	1.7	1.8	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	2.1	1.6	0.8	0.2	1.8
IPCH sous-jacent <sup>3</sup>	1.3	1.2	1.1	1.1	1.8
Déflateur de la consommation privée	1.5	1.2	0.9	0.4	1.5

1. En pourcentage de la population active (comptabilité nationale).

2. Pour l'ensemble de l'économie.

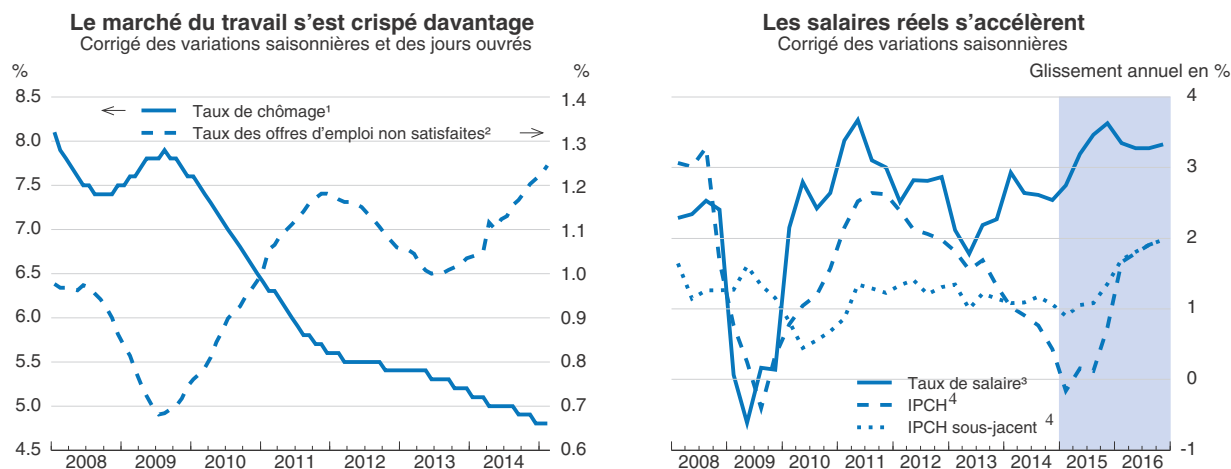
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226786>

zone euro ainsi qu'en Chine et en Russie. L'activité a connu en revanche une expansion vigoureuse dans les services, dopée par la demande des ménages, elle-même stimulée par la hausse des salaires réels et la baisse des prix du pétrole. La hausse des salaires s'est affermie récemment, avec le resserrement du marché du travail. Le salaire horaire minimum, fixé à 8.50 EUR, devrait faire augmenter les salaires d'environ ½ point de pourcentage, essentiellement sur 2015. Le nombre de *minijobs* (contrats de travail faiblement rémunérés, assortis d'une couverture sociale restreinte et de cotisations réduites) a diminué depuis l'introduction du salaire minimum, le nombre de travailleurs

## Allemagne




1. Population âgée de 15-74 ans. Sur la base de l'enquête allemande sur la population active.

2. Pourcentage des offres d'emploi non satisfaites par rapport à l'emploi total.

3. Salaire nominal moyen par employé.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé. L'IPCH sous-jacent ne tient pas compte des prix de l'énergie, de l'alimentation, de l'alcool et du tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; et Statistisches Bundesamt.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933225949>

Allemagne : **Indicateurs financiers**

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'épargne nette des ménages <sup>1</sup>	9.4	9.1	9.4	9.3	9.0
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	0.1	0.1	0.6	0.5	1.1
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	86.3	81.6	82.3	78.7	74.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	79.2	77.0	74.6	71.0	67.2
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	6.9	6.6	7.8	8.5	8.3
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	0.6	0.2	0.2	0.0	0.0
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	1.5	1.6	1.2	0.3	0.4

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB, valeur au marché.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226794>

occupant un *minijob* et passés à un contrat de travail ordinaire ayant augmenté. L'emploi a continué de progresser, absorbant l'afflux important d'immigrés. Le taux de chômage, déjà faible, a encore légèrement diminué.

Allemagne : **Demande et production**

	2013	2014	2015	2016	Quatrième trimestre		
					2014	2015	2016
	Prix courants milliards d'€				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2010)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	2 814.1	1.6	1.6	2.3	1.5	1.8	2.5
Consommation privée	1 572.0	1.2	2.3	2.0	2.2	2.2	1.9
Consommation publique	541.2	1.2	2.2	1.8	1.7	2.2	1.7
Formation brute de capital fixe	558.1	3.3	2.5	4.3	0.9	4.4	4.5
Secteur public	63.0	-2.0	0.5	3.0	-4.0	0.9	3.1
Secteur privé : résidentiel	164.5	3.8	1.4	3.5	0.6	3.6	3.7
Secteur privé : autres	330.6	4.0	3.4	4.9	2.1	5.5	5.1
Demande intérieure finale	2 671.3	1.6	2.3	2.4	1.8	2.6	2.4
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 22.4	-0.3	-0.3	0.0			
Demande intérieure totale	2 648.9	1.3	2.0	2.5	1.3	2.4	2.4
Exportations de biens et services	1 285.0	3.7	3.9	5.2	3.5	3.8	5.9
Importations de biens et services	1 119.8	3.4	5.4	6.0	3.6	5.5	6.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	165.2	0.3	-0.3	0.0			
<i>Pour mémoire</i>							
PIB sans ajustements jours travaillés	2 809.5	1.6	1.8	2.4			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226802>

Les taux d'intérêt historiquement bas ont stimulé l'investissement résidentiel, qui a augmenté de 4 % en 2014. Néanmoins, l'accroissement du volume de prêts est resté modeste. Les prix des logements augmentent plus lentement et restent, en moyenne, globalement compatibles avec les fondamentaux. L'investissement des entreprises s'est quelque peu redressé récemment, grâce à une forte rentabilité et à la solidité du bilan des entreprises. En revanche, la part de la formation de capital fixe dans le PIB reste proche de ses plus bas historiques, et les dépenses en capital intellectuel restent bien inférieures aux niveaux les plus élevés observés dans les économies de l'OCDE. Ces deux facteurs ont affaibli les gains de productivité.

### **La baisse du taux de change stimule l'activité, mais l'investissement pâtit des incertitudes autour des politiques structurelles à mener pour gérer les enjeux à long terme et combler les déficits d'infrastructures**

La dépréciation récente de la monnaie européenne a rehaussé la compétitivité des exportations allemandes à destination des économies situées en dehors de la zone euro, qui en absorbent 65 %. L'effet sur la compétitivité globale est contrebalancée, en partie seulement, par la forte hausse des salaires, qui fait monter les coûts unitaires de main-d'œuvre en Allemagne plus rapidement que dans l'ensemble des autres pays de la zone euro. La demande sur les marchés à l'exportation appartenant à la zone euro devrait se redresser progressivement, même si ce mouvement est partiellement annulé par une hausse moins rapide de la demande dans les économies émergentes, notamment la Chine et la Russie. Le redressement relativement peu vigoureux de la demande étrangère en biens d'investissement, dans lesquels l'Allemagne est spécialisée, pourrait aussi peser sur la hausse de la demande étrangère, qui resterait ainsi inférieure à ce qu'elle a été au cours des périodes de reprise mondiale précédentes.

Les mesures de politique budgétaire prévues, principalement des transferts aux ménages, devraient avoir pour effet de réduire l'excédent budgétaire des administrations publiques de 0.6 point de pourcentage du PIB, essentiellement sur 2015. Les droits à pension, plus généreux pour certaines catégories, et les crédits supplémentaires affectés au financement des prestations au titre de la dépendance et de la garde d'enfants, ainsi que les abattements fiscaux pour enfant à charge, vont ainsi entraîner des dépenses de l'ordre de 0.3 % de PIB. Les dépenses d'investissement de l'État consacrées aux infrastructures de transport, aux structures de garde d'enfants ainsi qu'aux universités et autres établissements de recherche, augmenteront de 0.1 point de pourcentage du PIB. De nouvelles améliorations, notamment qualitatives, des services d'accueil des enfants, et de nouveaux investissements dans les infrastructures de transport auraient des avantages et pourraient aboutir à plus de croissance inclusive à long terme. Les réformes des retraites adoptées récemment ont également incité les travailleurs ayant cotisé longtemps à prendre leur retraite avant l'âge légal, contribuant à des pénuries dans l'offre de main-d'œuvre.

La baisse des cours du pétrole, une meilleure utilisation des capacités, le raffermissement des perspectives à l'exportation et la demande d'investissement non satisfaite sont autant d'éléments qui constituent un contexte favorable à l'investissement des entreprises. Des études montrent que la part des entreprises allemandes ayant l'intention d'investir à l'étranger, en particulier dans des régions présentant des perspectives de croissance dynamique comme les États-Unis ou l'Asie, a augmenté. Les incertitudes entourant l'action publique restent importantes et freinent l'investissement.

Celles soulevées par les politiques macroéconomiques et financières au sein de la zone euro jouent vraisemblablement un rôle non négligeable à cet égard. De plus, les investisseurs peuvent également être arrêtés par l'absence de certitude quant aux politiques qui seront adoptées pour gérer les enjeux à long terme qui attendent le pays, au nombre desquels la réalisation des objectifs d'émissions de CO<sub>2</sub> à long terme et la gestion des enjeux économiques du vieillissement. Les goulets d'étranglement infrastructurels au niveau national, notamment dans les télécommunications et les transports, freinent l'investissement des entreprises dans le capital physique et intellectuel, notamment dans les technologies de l'information et de la communication.

### **La croissance devrait s'affermir encore, portée par la vigueur du marché du travail et la croissance des exportations**

Selon les prévisions, la croissance devrait s'affermir en 2015 et 2016, grâce surtout, dans un premier temps, à la consommation privée. Les exportations et l'investissement productif vont progressivement s'accélérer. La hausse des prix à la consommation devrait rester proche de zéro en 2015, reflétant la baisse des prix du pétrole, mais elle progressera en 2016. Le taux de chômage, déjà le plus faible de toute l'Union européenne, devrait encore diminuer quelque peu. Du fait de la forte hausse des recettes fiscales, l'excédent budgétaire augmentera. La baisse des cours du pétrole, conjuguée à la hausse des exportations et des revenus nets des capitaux étrangers, fera gonfler l'excédent de la balance courante.

Une résurgence des turbulences sur les marchés de capitaux dans la zone euro aurait pour effet d'affaiblir les exportations et l'investissement intérieur. L'Allemagne est très exposée aux tensions géopolitiques, notamment dans l'est de l'Europe. Cela étant, les mesures récemment prises par la Banque centrale européenne pourraient très sensiblement dissiper les incertitudes entourant les perspectives macroéconomiques dans la zone euro, ce qui aurait pour effet de doper les exportations et de renforcer le pouvoir d'attraction de l'Allemagne comme destination d'investissement.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Allemagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-17-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-17-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).